

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles technique et Environnement sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 03/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2022

Installation n°66.1371

Contexte et constats

Publié sur



LAFARGE GRANULATS (Carrière BAIXAS)

lieux-dits : Sarat de la Pieta, Papelauque
Las Esperenes, Le Fournas
66390 BAIXAS

Références : 2022-101-PR/EX

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2022 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS (Carr BAIXAS) implanté lieux-dits:Sarat de la Pieta, Papelauque Las Esperenes, Le Fournas 66390 BAIXAS. L'inspection a été annoncée le 11/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 1 an (dernière visite périodique le 6 mai 2021).

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les thèmes retenus pour cette inspection sont :

- le récolement de prescriptions du nouvel arrêté préfectoral d'autorisation du 2 juillet 2021,
- la vérification de la mise en œuvre du plan de mise en conformité adressée à l'inspection le 21 juillet 2021, suite à la visite d'inspection du 6 mai 2021 ayant relevé 6 faits susceptibles de mise en demeure ou de sanction.
- l'action nationale sur la gestion des déchets résultant de l'exploitation.

Les prescriptions de l'AP n°1183/91 du 26 juillet 1991 et l'APC n°1534/07 du 14 mai 2007 ont été remplacées par celles de l'arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BCLUE/2021183-0003 du 2 juillet 2021 renouvellement l'autorisation de l'installation pour une durée de 15 ans (2036).

Le référentiel d'inspection utilisé est l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2021 et l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux carrières.

Une action nationale de contrôle sur la gestion des déchets résultant de l'exploitation a été décidé pour l'année 2022. Faute de temps, lors de la présente visite cette action n'a pas été menée. Il a été décidé de programmer une nouvelle inspection sur ce thème le 7 juin 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS (Carr BAIXAS)
- lieux-dits: Sarat de la Pietà, Papelaque Las Espereres, Le Fournas 66390 BAIXAS
- Code AIOT dans GUN : 0006601371
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Initialement la société PROVIA SA a été autorisée par arrêté du 10/11/1972 à exploiter une carrière de calcaire située sur la commune de BAIXAS aux lieux-dits « Las Espereres » et Serrat de la Pietat ». La société EURL « Les carrières de BAIXAS et de l'AGLY », a été autorisée par arrêté du 26/07/1991 à poursuivre et étendre l'exploitation de cette carrière de calcaire pour une production maximale de 2.000.000 tonnes par an et une durée de 30 ans (fin d'autorisation au 26/07/21).

Cette autorisation a été transférée au groupe LAFARGE en 1998. Suite à des restructurations internes au groupe, la dénomination sociale de l'exploitant a fait l'objet de plusieurs changements ; l'exploitant actuel est la SAS LAFARGE GRANULATS.

La société Lafarge Granulats a été autorisée par arrêté du 2/07/2021 à poursuivre et approfondir le fond de fouille de 10 mètres l'exploitation de cette carrière pour 15 années. La carrière située sur la commune de BAIXAS, aux lieux-dits « Las Espereres », « Le Fournas » et « Serrat de la Pietat » a une surface de 45,6 ha. La production annuelle maximale autorisée est de 800.000 tonnes.

Les matériaux produits sont actuellement utilisés comme granulats pour le bâtiment et les travaux publics.

Les matériaux sont transformés sur place dans une l'unité de traitement de 1360 kW qui dispose d'un arrêté préfectoral sans limite de durée datant du 10/08/2011. De même, les autres installations classées du site (stations de transit visées par les rubriques ICPE 2516-2517) disposent d'attestations administratives autorisant leur exploitation sans limite de durée et de manière indépendante à l'autorisation préfectorale de la carrière.

L'exploitation se fait à l'explosif en phase descendante par gradins successifs de 15 m de hauteur jusqu'à la cote 90 m NGF pour le point le plus bas, avec une ouverture progressive du carreau en direction de l'ouest et du nord jusqu'aux limites du site (aujourd'hui atteintes).

La remise en état du site se fera avec les stériles d'exploitation et également grâce à l'accueil de matériaux inertes externes au site. Ces matériaux supplémentaires permettront un talutage / remblaiement plus important de la carrière.

La carrière dispose d'un forage d'eau sous le régime de la déclaration pour un prélèvement maximal de 7 m³/h, 160 m³/j et 24 000 m³/an, servant à l'abattage des poussières.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le récolement de prescriptions du nouvel arrêté préfectoral d'autorisation du 2 juillet 2021,
- la vérification de la mise en œuvre du plan de mise en conformité adressée à l'inspection le 21 juillet 2021, suite à la visite d'inspection du 6 mai 2021 ayant relevé 6 faits susceptibles de mise en demeure ou de sanction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées (1)
Qualité des effluents rejetés (Inspection 2021 - SMDS6)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3	Mise en demeure, respect de prescription
Moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 7.7.1	Mise en demeure, respect de prescription
Débroussaillage (Nouvelle autorisation)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.5	Mise en demeure, respect de prescription
Conseil écologique (Nouvelle autorisation)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.3.1	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Corrections à apporter
Aménagements préliminaires (Nouvelle autorisation)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.1	Matérialiser les bornes délimitant l'emprise
Notification exploitation (Nouvelle autorisation)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.2	Justifier de la remise en état des aires et stationnements
Clôture (Nouvelle autorisation)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.4	Réparer la clôture
Intégration paysagère (Nouvelle autorisation)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.6	Assurer un suivi par un écologue
Mesures d'accompagnement (Nouvelle autorisation)	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.3.1	Assurer le suivi des mesures d'accompagnement, évitement et réduction
Programme de surveillance (Nouvelle autorisation)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9.1	Réaliser le document "modalités et mise en oeuvre du programme de surveillance"
Bilan environnemental (Nouvelle autorisation)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9.3.3	Compléter le bilan annuel environnemental
Bilan consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9.2.5	Préciser les usages
Eaux domestiques	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 4.3.3	Fournir la conformité du dispositif d'assainissement
Inventaire produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 7.2.1	Fournir l'inventaire
Contrôle de l'étanchéité des rétentions	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 7.6.1	Ecrire une consigne
Données météorologiques	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9.2.4	Installer la station météorologique

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Utilisation haveuse (Autorisation nouvelle)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.10
Audits environnement (Autorisation nouvelle)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9.3.4
Prélèvements forage (Inspection 2021 - SDMS1)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 1.2.2
Exploitation forage (Inspection 2021 - SMDS2)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 7.6.3
Limitation prélèvement (Inspection 2021 - SMDS3)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 4.1.1
Aménagement du forage (Inspection 2021 - SMDS5)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 4.1.2.1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'audit de récolement du 13/11/2021 relatif à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/07/2021 et à l'AMPG du 22/09/1994, réalisé par la société ATDX, fait ressortir 8 non-conformités. Celles-ci ont fait chacune l'objet d'un point de contrôle au titre du présent rapport en complément des thèmes

envisagés initialement.

Concernant le résultat de la visite, il a été relevé :

4 faits non-conformes nécessitant des suites

- 2 non-conformités relèvent de l'absence de réserve d'eau d'extinction incendie et de débroussaillage autour du site (pouvant engager la sécurité)
- 2 non-conformités relèvent ; de la qualité des eaux rejetées par le débourbeur/déshuileur fortement chargé en matières en suspension , qui ne respecte par la valeur réglementaire en MES de manière récurrente (ce point ayant déjà été constaté lors de la visite d'inspection du 6 mai 2021) ; et de l'absence du suivi assuré par un écologue depuis la date du nouvel arrêté d'autorisation du 02 juillet 2021.

Ces faits non-conformes relevés engagent la sécurité ou présentent un risque important pour la protection de l'environnement, ils ne peuvent pas être mis en conformité rapidement et conduisent l'inspection à proposer au préfet de faire application des dispositions du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de se mettre en conformité.

12 faits susceptibles de suites

Ces faits susceptibles de suites qui n'engagent pas la sécurité, qui ne présentent pas un risque important pour la protection de l'environnement et qui peuvent être mis en conformité rapidement, conduisent l'inspection à proposer d'accorder à l'exploitant un délai de 30 jours pour apporter la démonstration de sa conformité aux prescriptions. Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à corriger dans les meilleurs délais, les écarts constatés susceptibles de mise en demeure ou de sanction.

2-4) Fiches de constats

Voir ci-après les fiches de constats dans les paragraphes 2-4-1), 2-4-2) et 2-4-3)

2-4-1) Fiches de constats ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle : Utilisation haveuse (Nouvelle autorisation)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.10
Thème(s) : Risques chroniques, sécurité
Prescription contrôlée : [...] L'utilisation de ces machines fait l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites. [...]
Constats : La consigne spécifique à l'utilisation de la haveuse sur le site n'a pas été présentée. L'exploitant indique ne jamais avoir utilisé cette technique d'extraction et s'interroge sur la nécessité des prescriptions de l'arrêté préfectoral relatives à l'utilisation d'une haveuse. La prescription ne correspond à aucune activité menée sur le site. De plus, si le havage devait être utilisé, les obligations qui découlent de ce mode d'exploitation seront encadrées par le code du travail. L'inspection constate que cette prescription est inadaptée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Audits environnement (Autorisation nouvelle)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9.3.4
Thème(s) : Situation administrative, audit
Prescription contrôlée : Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et des arrêtés de prescriptions générales applicables est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans. En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant. Les résultats de ces vérifications doivent être archivés au minimum 5 ans et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. Le premier audit devra être réalisé par un organisme extérieur compétent et indépendant choisi en accord avec l'inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté.
Constats : L'exploitant présente l'audit du 13 octobre 2021 réalisé par ATDX transmis à l'inspection le 14/10/2021. Celui-ci est le récolement de l'arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BCLUE/2021183-003 du 2 juillet 2021 et de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. Cet audit fait ressortir 8 non conformités relatives aux articles 4.3.3, 7.2.1, 7.6.1, 7.7.1, 8.1.5, 8.1.10, 9.1.1 et, 9.2.4 de l'AP du 22 septembre 2021, reprises comme points contrôlés dans le présent rapport d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prélèvements forage (Inspection 2021 - SDMS1)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 1.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : [...] Volume de prélèvement total d'eau : <ul style="list-style-type: none">• 7 m3/h• 160 m3/j• 24.000 m3/an [...] <u>Écart à corriger suite à l'inspection du 6/05/2021 :</u> L'entreprise doit prendre toutes les dispositions pour protéger la ressource en eau en limitant tout risque de fuite. L'exploitant mettra en place une procédure et les équipements nécessaires à ce que les fuites soient détectées dans les meilleurs délais.
Constats : L'exploitant présente le registre de suivi de prélèvements : Pour l'année 2021, le site a prélevé 20810 m ³ , Pour l'année 2022, la consommation de janvier et février est de 1760 m ³ . L'exploitant a présenté un registre de surveillance des réseaux et installation de stockage d'eau, dans un objectif de déceler une éventuelle fuite ou perte d'eau mis en place depuis juillet 2021. L'exploitant a respecté le prélèvement annuel maximal de 24000 m ³ par an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation forage (Inspection 2021 - SMDS2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 7.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100% de la capacité du plus grand réservoir,- 50% de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.
<u>Écart à corriger suite à l'inspection du 6/05/2021 :</u> L'exploitant doit justifier des aménagements appropriés pour prévenir des installations de stockage pour prévenir toute pollution.
Constats : L'inspection constate que l'ensemble des fûts de carburants et d'huiles sont sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Limitation prélèvement (Inspection 2021 - SMDS3)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception des installations pour limiter la consommation d'eau [...]. <u>Écart à corriger suite à l'inspection du 6/05/2021:</u> L'entreprise doit prendre toutes les dispositions pour limiter les pertes des ouvrages. Les fuites doivent être détectées dans les plus brefs délais. L'exploitant doit mettre en place des mesures (procédures, équipements, suivis...) afin de limiter les pertes et fuites.
Constats : L'exploitant a présenté le registre de surveillance des réseaux et installations de stockage d'eau, mis en place en septembre 2021, dans un objectif de déceler rapidement une éventuelle fuite ou perte d'eau. L'inspection constate que grâce à cet outil une fuite a été détectée en septembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aménagement du forage (Inspection 2021 - SMDS5)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 4.1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses [...]. Elle comprendra une dalle de propreté en béton de 3 m ² minimum centrée sur l'ouvrage, de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage est fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté muni d'un couvercle amovible fermé à clef et s'élève d'au moins 0,50 m au-dessus du terrain naturel. <u>Écart à corriger suite à l'inspection du 6/05/2021 :</u> L'exploitant doit aménager son ouvrage de prélèvement de telle manière que celui-ci puisse être soigneusement fermé en dehors des périodes d'ouverture.
Constats : L'inspection constate que l'ouvrage de prélèvement a été aménagé. Il est entouré d'une dalle bétonnée d'environ 3m par 2,5m Un ouvrage maçonné de 1,2 m de hauteur entoure le forage. L'ensemble est recouvert d'un capotage métallique assurant sa fermeture.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

2-4-2) Fiches de constats susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle : Aménagements préliminaires (Nouvelle autorisation)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, divers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Affichage :</u> en complément de l'affichage des panneaux d'identification prévus par l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières, un plan de circulation est affiché à l'entrée du site.</p> <p><i>"Article 4 de l'arrêté du 22 septembre 1994 : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté."</i></p> <p><u>Bornage :</u> les bornes délimitant le pourtour de l'exploitation et de nivellement sont implantées conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières.</p> <p>Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p> <p><i>"Article 5 de l'arrêté du 22 septembre 1994 : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :</i></p> <p><i>1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation;</i></p> <p><i>2° Le cas échéant, des bornes de nivellement."</i></p> <p><u>Réseau de dérivation :</u> le réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières.</p> <p><i>"Article 6 de l'arrêté du 22 septembre 1994 - (Arrêté du 5 mai 2010, article 4) Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article « L. 211-1 du code de l'environnement », un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone."</i></p> <p><u>Accès à la voirie publique :</u> L'accès à la voirie publique est aménagé conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières.</p> <p><i>"Article 7 de l'arrêté du 22 septembre 1994 : L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique."</i></p> <p>Constats :</p> <p><u>Le panneau d'affichage</u> à l'entrée de l'exploitation comprend l'identité de l'exploitant, la référence de l'autorisation de 2021, l'objet des travaux et la mairie de Baixas où le plan de remis en état peut être consulté. Un plan de circulation est positionné à l'entrée de l'exploitation.</p> <p><u>Le plan de bornage</u> n'a pas été modifié du fait de la nouvelle autorisation (même périmètre). L'exploitant montre le plan d'exploitation qui indique les bornes positionnées à chaque changement de direction caractéristique de la limite de l'emprise.</p> <p>La visite sur site n' a pas permis d'identifier les bornes et a constaté la présence d'une clôture constituée de poteaux et fils horizontaux (3) partiellement détériorée (partie nord-ouest de la limite d'emprise).</p> <p>Un merlon périphérique est présent sur le périmètre de l'installation empêchant toutes les eaux de ruissellement extérieures au site de pénétrer sur l'emprise de la carrière.</p>

L'accès à la carrière est assuré par une voie communale doté d'un rond-point précédant l'accès à la carrière afin d'assurer la sécurité des circulation. L'accès routier est sur les portions étroites régulé par des feux en alternance.

Justification à produire par l'exploitant :

L'exploitant doit matérialiser de manière visible les bornes délimitant l'emprise.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Réponses de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Notification exploitation (Nouvelle autorisation)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.2
Thème(s) : Situation administrative, audit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Doit également joint à la notification de début d'exploitation prévue à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'audit de conformité du site prévu par l'article 9.3.4• les justifications de la remise en état de la plate-forme engins et l'aire de stationnement des engins, de l'aménagement de la tête de forage, de la mise en place des compteurs divisionnaires. <p><i>"Article 8 de l'arrêté du 22 septembre 1994 - (Arrêté du 5 mai 2010, article 5 et Arrêté du 30 septembre 2016, article 3)</i> <i>La mise en service de l'installation est réputée réalisée dès qu'ont été achevés les aménagements et équipements tels qu'ils sont précisés aux articles 4 à 7, éventuellement complétés par des travaux précisés par l'arrêté d'autorisation.</i> <i>L'exploitant notifie au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation."</i></p>
<p>Constats :</p> <p><u>Notification du début d'exploitation :</u> L'exploitant produit l'email en date 14 octobre 2021 avec en pièce jointe la notification de début d'exploitation du 14/10/2021).</p> <p><u>Audit :</u> L'exploitant a remis son audit V1 du 13/10/2021 le 14 octobre 2021 à la DREAL et à la préfecture. Cet audit conclut à 8 points non conformes :</p> <ul style="list-style-type: none">- absence d'attestation de conformité de l'assainissement des eaux usées des bureaux (article 4.3.3 de l'AP),- absence d'inventaire de l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses (article 7.2.1 de l'AP- absence de consigne récapitulant les contrôles à effectuer par l'exploitant, notamment pour l'étanchéité des rétentions (article 7.6.1 de l'AP),- absence de réserve d'eau 120 m³ pour la desserte incendie (article 7.7.1 de l'AP),- absence de réalisation du débroussaillage (article 8.1.5. de l'AP),- absence consigne spécifique à l'utilisation de la haveuse (article 8.1.10 de l'AP),- absence de document décrivant les modalités de mesures et de mise en œuvre du programme de surveillance de l'exploitant (article 9.1.1 de l'AP),- absence de mise en place de la station météorologique (article 9.2.4 de l'AP). <p>Ces écarts sont détaillés dans le présent rapport dans les autres points de contrôle.</p> <p><u>Justifications de la remise en état :</u></p> <ul style="list-style-type: none">* Selon l'exploitant la plateforme a été étanchée par un revêtement bitumineux bicouche. L'inspection constate une plateforme boueuse et un revêtement bitumineux faïencé par endroit. L'aire de stationnement des véhicules n'est pas revêtue.* L'aménagement de la tête de forage a été réalisée élévation de la tête supérieure à 30 cm, dalle supérieure à 3 m², maçonnerie élevée de plus de 1,2 m et capotage métallique.* L'exploitant a mis en place des compteurs divisionnaires supplémentaires, les compteurs sont aujourd'hui au nombre de 7 : <ul style="list-style-type: none">- 1 compteur sur forage- 1 compteur AEP- 1 compteur pour l'arrosage des stocks)- 1 arrosage piste primaire- 1 lavage de roue- 2 compteurs pour l'installation de traitement (brumisation et lavage de l'installation)

Justifications à produire par l'exploitant :

L'exploitant doit fournir les justificatifs (factures...) de la remise en état des aires et stationnement des véhicules.


Observations : Les compteurs divisionnaires ne sont pas indiqués sur le plan de l'installation (à compléter)

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Réponses de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Cloture (Nouvelle autorisation)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, aménagements
Prescription contrôlée : En complément de la clôture des zones dangereuses prévue par l'article 13 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières, le pourtour de la carrière est fermé sans discontinuité par une clôture solide et efficace, que l'on ne puisse franchir involontairement (ronces artificielles - câble - grillage... etc.). Les accès et passages seront fermés par des barrières ou portes [...].
Constats : L'exploitant présente le cahier de suivi de l'état de la clôture. Le dernier contrôle qui date du 18/05/2022 n'indique aucune anomalie. L'inspection par sondage à contrôler la clôture nord-ouest. Une clôture constituée de poteau et 3 fils horizontaux est présente. Un accès à l'angle nord-ouest de l'emprise est condamné par un portail métallique mais 20 à 30 mètres de clôture sont détériorés ; poteau d'angle endommagé et fils coupés. 
L'exploitant s'engage à réparer la clôture rapidement.
<u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit s'assurer de l'intégrité de la totalité de la clôture du site et doit réparer les morceaux de clôture endommagés et le justifier auprès de l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponses de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Intégration paysagère (Nouvelle autorisation)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, paysage</p>
<p>Prescription contrôlée : Un merlon paysager est positionné à l'entrée de la carrière afin de masquer l'emprise du site depuis la plaine. La végétalisation du merlon, réalisée avec des essences locales et encadrée par un écologue.</p>
<p>Constats : L'inspection constate un merlon en place et végétalisé sur la limite sud-est (au sud de la voie d'accès) . Selon l'exploitant, celui-ci a été végétalisé en 2007 par l'ONF. L'exploitant ne peut justifier de l'intervention d'un écologue pour la végétalisation.</p>
<p><u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit justifier du l'encadrement de la végétalisation par un écologue.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>
<p>Réponses de l'exploitant :</p>

Nom du point de contrôle : Mesures d'accompagnement (Nouvelle autorisation)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, suivi biodiversité

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre les mesures d'accompagnement, d'évitement et de réduction mentionnées dans la demande d'autorisation, à savoir notamment :

- A5. Conseil écologique et suivi de l'efficacité des mesures en phase d'exploitation
 - A6. Maintien d'un éclairage limité
 - A7. Suivi des rejets canalisés et dépoussiérés de l'installation de traitement des matériaux
 - A8. Suivi des retombées de poussières dans le voisinage de la carrière
 - A9. Suivi des émissions sonores de la carrière dans l'environnement
 - A11. Réalisation des tirs de mines sur une plage horaire fixe
 - E1.3. Orientation des fronts de dégagement
 - E2.1. Préservation du micro-talus en bord de piste comportant une station d'Anacycle
 - E2.2. Préservation des mares temporaires
 - R2.2. Remise en état coordonnée à l'exploitation
 - R2.3. Lutte contre les risques de pollution par les hydrocarbures et les produits d'entretien
 - R2.7. Engagements et outils de management environnemental / Formation et information des intervenants avant travaux
 - R2.8. Limiter l'apparition d'espèces végétales envahissantes / Précautions relatives aux plantations d'ornement
 - R2.9. Entretien paysager des merlons périphériques
 - R2.10. Mise en place de mesures d'abattement de poussières
 - R2.11. Réduction des émissions sonores dans l'environnement
 - R2.12. Savoir-faire et expérience du foreur, de la personne chargée du plan de tir et du bouterfeu
- L'exploitant présente un bilan de ces différentes mesures dans le rapport environnement annuel prévu à l'article 9.3.4.

Constats : L'inspection détaille ci-dessous son constat du suivi par l'exploitant de la biodiversité par mesure d'accompagnement, évitement et réduction (mesures décrites dans l'étude d'incidence) :

Mesure A5 (ce point fait l'objet d'un point de contrôle spécifique nommé "conseil écologique").

Mesure A6 L'exploitant précise qu'il n'y a aucun éclairage permanent en dehors des heures de fonctionnement : 7h 12h - 13h 17h00 lundi au vendredi. Aucun éclairage n'éclaire vers le ciel.

Mesure A7 L'exploitant assure un suivi des rejets canalisés. Le dernier rapport en date n°D80562742201R001 du 24/01/2022 DEKRA conclut, article 2.1, à la conformité des émissions.

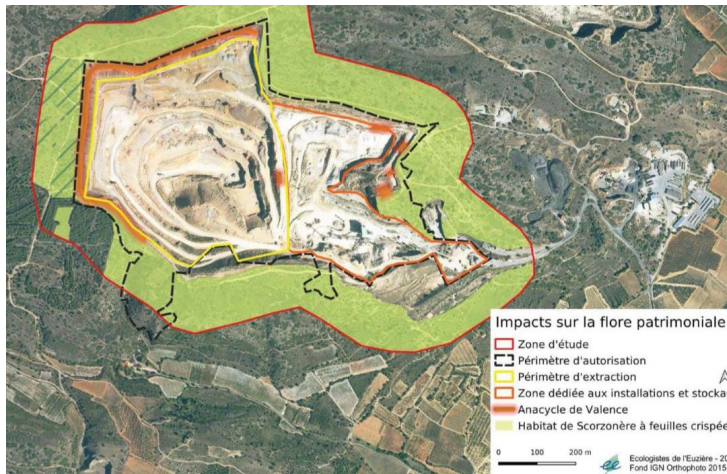
Mesure A8 Le rapport Atmo Occitanie n°ETU2022-037 de février 2022 conclut page 18 à la conformité des valeurs constatées sur la totalité des 8 jauges.

Mesure A9 L'exploitant assure le suivi sonore de son installation. Le rapport ORFEA n°RAP1-A2101-074 du 14/02/2021 conclut, page n°15, qu'il n'y a à aucun dépassement des valeurs limites.

Mesure A11 Selon l'exploitant les tirs de mines sont réalisés entre 12h et 14h (cf page 223 du dossier de demande). L'exploitant présente les tickets des sismographes-enregistreurs relatifs aux derniers tirs d'explosifs. Les horaires enregistrés ont été respectivement : le 20/05/2022 à 11h45, le 12/05 à 12h17, le 13/05/2022 entre 11h et 12h (onde de choc faible n'ayant pas déclenché l'enregistreur), 27 avril à 11h45, 2 mars à 13h26...

Mesure E1.3 La zone présentant le plus de risque de projections est la zone située en face du tir. Dans le cas du présent projet, les tirs ayant lieu dans une excavation en dent creuse sur les fronts inférieurs, cette zone se trouve circonscrite dans l'excavation. Tous les fronts de dégagement sont donc tournés vers la fosse.

Mesure E2.1 La station d'anacycle doit être conservée (cf page 197 du dossier d'étude d'incidence) conservé sur talus



L'inspection constate que l'exploitant n'a pas pu localiser cette station et que les personnels sur place n'en ont pas connaissance.

Mesure E2.2 L'étude d'incidence (page 198) indique la préservation de 6 mares. L'exploitant n'a pas identifié ces six mares sur le site. Aucune mesure de préservation et d'évitement n'a été mise en place.

Mesures R2.2 Les fronts Est et Sud-Ouest ont pour les parties sommitales été remis en état par des stériles et inertes.

Mesure R2.3 L'inspection n'a pas pu vérifier les modes de ravitaillement en carburant prévu dans le dossier d'incidence page 178, notamment le ravitaillement bord à bord des véhicules les moins mobiles réalisé hors de l'aire étanche. L'entretien et le lavage des véhicules sur l'aire étanche n'a pu être constaté lors de la visite faute d'activité de ce type.

Les égouttures potentielles des produits d'entretien et/ou hydrocarbures sont traités par un débourbeur-déhuileur.

Mesure R2.7 Engagement et outils de management environnemental (étude d'incidence page 199) : L'exploitant n'a pas présenté à l'inspection les justificatifs de la réalisation et le renouvellement régulier de la formation du personnel d'exploitation de la carrière vis-à-vis des enjeux écologiques du site.

L'exploitant a indiqué réaliser des quarts/heure « environnement » mais n'a pas pu lors de l'inspection présenter les justificatifs.

L'exploitant n'a pas mis en place une notice synthétique sur la gestion écologique du site à destination des intervenants.

Mesure R2.8 Selon l'exploitant, aucune espèce envahissante n'est identifiée sur le site (cf dossier de demande page 79).

L'exploitant n'a pas pu justifier des précautions mises en place pour limiter l'apparition des espèces envahissantes à savoir :

- l'ensemencement rapide des sols remaniés,
- le suivi par un écologue durant l'exploitation,
- la validation des espèces pour le réaménagement,
- la non utilisation de terres extérieures au site pour la reconstitution de la couche de surface...

Mesure R2.9 Aucun entretien n'a été mené en l'absence d'espèces envahissantes.

Mesure R2.10 L'inspection constate :

- la végétalisation des merlons, limitation engin à 30 km/h, arrosage des pistes, zones d'extractions et stocks par citerne mobile.
- le capotage des installations de traitement et dispositifs d'aspiration sur les cribles.
- le lavage des roues, brumisation et bâchage des camions.
- la présentation de la commande n°45001775433 du 18/01/2022, passage d'une balayeuse sur la voie d'accès pour la période du 01/01 au 21/12/2022, pour un balayage hebdomadaire de la route, ainsi que facture du premier avril correspondant à une intervention de la société CMB.

Mesure R.11 les mesures prévues dans le dossier d'incidence pour limiter les bruits sont mises en place : présence de merlons périphériques exploitation en fosse, engin type de cri du Lynx, limitation des véhicules à 30km/h, horaire de travail de 7H 12h et de 13h 17h00, bardage de l'IT.

Mesure R2.12 L'exploitant s'assure du savoir faire et expérience foreur (page 220 de l'étude d'incidence).

La société LAFARGE externalise le forage à la société Sofiter

L'exploitant présente le dernier plan de tir Sofiter (explosif et détonateur) du 20 mai qui comprend :

- permis de travail foration a tir
- les profils de foration (12)
- plan de forage
- bon d'accompagnement Titanobel (bon 511194)
- fiche de synthèse de tir

Par sondage sont présentés :

- l'agrément n°10/2017/DAG/BAPR/EXPL 11 avril 2017 Yann ANCELLIN (exercer ou avoir connaissance des mouvements de produits explosifs en qualité de chef de chantier,
- M. Claude MONTELEONE n°66/2021/DSPAR/BPAMS/EXPL en qualité de responsable d'exploitation
- l'habilitation à la garde, l'emploi et la manutention des explosifs n°D1/BMCS/JL du 11/ mai 2044 de M. Serge Billard.

Le rapport environnemental pour l'année 2021 est présenté par l'exploitant et reprend les points A7, A8, A9. Les autres points ne sont pas précisés dans le rapport environnemental.

Justifications à produire par l'exploitant :

*A6 - L'exploitant doit justifier de la mise en oeuvre d'un éclairage uniquement si nécessaire ; avoir privilégié la pose d'ampoules à vapeur de sodium (lumière jaune-orangé) ; avoir privilégié l'éclairage vers le sol et non vers le ciel.

*A11 - L'exploitant doit justifier des moyens mis en oeuvre pour le respect de la plage horaire 12h-14h (précisé dans son dossier de demande d'autorisation), pour les tirs de mines.

*E2.1 - La station d'anaclyse doit être conservée (cf page 197 du dossier d'étude d'incidence). L'exploitant doit localiser cette station et prendre toutes les mesures nécessaires à sa conservation.

*E2.2 - Conformément au dossier d'incidence (page 198), l'exploitant doit justifier l'évitement mis en place pour éviter la destruction d'habitats (6 mares) de reproduction des amphibiens.

*R2.7 – Concernant l'engagement et les outils de management environnemental, conformément à l'étude d'incidence page 199, l'exploitant doit justifier de :

- la réalisation et renouvellement de la formation du personnel d'exploitation de la carrière vis-à-vis des enjeux écologiques du site,
- d'une notice synthétique sur la gestion écologique du site à destination des intervenants,

*R2.8 - L'exploitant doit justifier des précautions mises en place pour limiter l'apparition des espèces envahissantes à savoir :

- l'ensemencement rapide des sols remaniés,
- le suivi par un écologue durant l'exploitation,
- la validation des espèces pour le réaménagement,
- la non utilisation de terres extérieures au site pour la reconstitution de la couche de surface...

Le rapport environnemental doit reprendre le bilan de la totalité des différentes mesures rappelées à l'article 8.3.1 de l'AP.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Réponses de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Programme de surveillance (Nouvelle autorisation)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, auto-surveillance
Prescription contrôlée : Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto-surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto-surveillance.
Constats : L'exploitant n'a pas décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. L'exploitant indique qu'il va créer ce document.
Justifications à produire par l'exploitant : L'exploitant doit décrire dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. Les articles suivants l'article 9.1 de l'AP du 2 juillet 2021, définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto-surveillance.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Bilan environnemental (Nouvelle autorisation)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 31 mars de l'année suivante, un bilan annuel portant sur l'année précédente et comportant notamment : <ul style="list-style-type: none">• une synthèse des résultats des mesures réalisées en application du présent arrêté. Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles. Ils sont par ailleurs comparés à la valeur limite applicable ;• un bilan des quantités de matériaux extraites, stockées, traitées dans les installations et qui sont sorties de la carrière ;• un point sur l'état d'avancement de l'exploitation et des remises en état au regard du phasage figurant dans le dossier de demande d'autorisation ;• le bilan des mesures des retombées de poussières dans l'environnement. Rappel des dispositions de l'article 19.8 de l'AM du 22/09/94 : Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation ;• un bilan des mesures d'accompagnement, réduction, évitement ;• tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public ;• la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation ;• le plan d'exploitation et de remise en état.
Constats : L'exploitant présente le projet de bilan environnemental qui n'a pas été transmis au 31 mars 2022. L'exploitant indique vouloir le compléter notamment en fonction des prescriptions de l'article 8.3.1 de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2021. <u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit présenter à l'inspection un bilan environnemental annuel dont le contenu est conforme à celui défini à l'article 9.3.3 de l'AP du 2 juillet 2021.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponses de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Bilan consommation d'eau (Inspection 2021 - SMDS4)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : Référentiel : Article 9.3.2.5- Prélèvement L'exploitant fait figurer dans le bilan environnement annuel un bilan sur les consommations d'eau par usage et par origine de prélèvement).
<u>Écart à corriger suite à l'inspection du 6/05/2021 :</u> L'exploitant doit transmettre l'extrait ou la synthèse du registre ou cahier de suivi dans les trois mois suivant la fin de chaque année civile.
Constats : L'exploitant présente son projet de rapport. Il indique les consommations d'eau mais pas les usages. <u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit préciser les consommations d'eau par usage dans son bilan annuel.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponses de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Eaux domestiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : Les eaux usées sanitaires sont traitées dans des dispositifs d'assainissement autonome conforme à la réglementation en vigueur. L'exploitant est en mesure de justifier de la conformité du dispositif utilisé.
Constats : L'attestation de conformité du dispositif d'assainissement n'a pas été présenté. Justification à produire par l'exploitant : L'exploitant doit fournir l'attestation de conformité du dispositif d'assainissement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponses de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Inventaire produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte. L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.
Constats : L'exploitant a identifié l'ensemble des produits dangereux sur le site et dispose des FDS associées. L'exploitant ne dispose pas de l'inventaire du stock des produit détenus.
Justifications à produire par l'exploitant : L'exploitant doit mettre en place l'inventaire des stocks de substances ou préparations dangereuses du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponses de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Contrôle de l'étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 7.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. [...]
Constats : la consigne récapitulant l'ensemble des contrôles à effectuer par l'exploitant, notamment concernant l'étanchéité des dispositifs de rétention, n'a pas pu être présenté.
<u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit écrire une consigne précisant les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service, après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Données météorologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, météorologie
Prescription contrôlée : La direction, la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées conformément aux dispositions de l'article 19.8 de l'AM du 22/09/1994. Article 19.8 de l'APMG du 22/09/1994 : Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.
Constats : Le jour de la visite l'exploitant la station météorologique n'est pas installée. L'exploitant indique qu'il va installer la centrale dans les jours suivants. <u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit installer une station de mesures sur le site d'exploitation pour enregistrer la direction, la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie avec une résolution horaire au minimum.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponse de l'exploitant :

2-4-3) Fiches de constats faisant l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle : Qualité des effluents rejetés (Inspection 2021 - SMDS6)
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : I. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le pH est compris entre 5,5 et 8,5;- la température est inférieure à 30 °C;- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105);- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) à une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101);- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114)...
<u>Écart à corriger suite à l'inspection du 6/05/2021) :</u> L'exploitant doit fournir un plan d'entretien et d'amélioration de ces deux ouvrages afin de viser la conformité de la qualité des effluents à la sortie des ouvrages.
Constats : La qualité des eaux rejetées n'était pas bonne lors de l'inspection de mai 2021, uniquement pour la valeur traduisant les matières en suspension. Réponse de l'exploitant (plan de mise en conformité du 21/07/2021) : Le groupe CHIMIREC est passé pour faire l'entretien du déshuileur début Juin comme convenu (cf pièce jointe 5). De plus, la société LAFARGE s'engage à renouveler cet entretien de façon annuelle, dans un objectif de retrouver une bonne qualité des eaux rejetées. Des nouvelles mesures ont été effectuées en 2021. La société PRELEVEO a réalisé trois contrôles (rapport 2021-03-03) : <ul style="list-style-type: none">- 12 mai 2021 : valeur 44,8 de MES- 18 novembre 2021 : valeur 40,8 de MES- 21 février 2022 mars 2021 : valeur 85,5 MES Les autres paramètres de l'article 18.2.3 de l'AMPG du 22/09/1994 ont été contrôlés et jugés conformes. Chimirec va assurer l'entretien en juin 2022, c'est à dire nettoyer la partie « déshuileur » (ce qui ne devrait pas avoir une grande incidence sur les matières en suspension). <u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit se questionner sur la capacité technique du débourbeur et proposer un plan d'action réaliste vis-à-vis de la persistance d'une valeur des matières en suspension dans l'eau rejetée supérieure à la norme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 7.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] • d'une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournir un débit de 60 m ³ /h minimum. L'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité opérationnelle permanente de la réserve d'eau incendie. [...]
Constats : Lors de la visite la réserve incendie de 120 m3 n'est pas en place.
Justifications à produire par l'exploitant : L'exploitant doit mettre en service une réserve incendie de 120m3 et doit fournir l'avis des services départementaux d'incendie et de secours quant à sa localisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Débroussaillage (Nouvelle autorisation)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, feu
Prescription contrôlée : Le périmètre de la carrière doit être débroussaillé en permanence sur un périmètre de 50 m autour du site. Les opérations de débroussaillage seront réalisées à des périodes limitant l'impact de l'opération sur la faune. L'exploitant doit pouvoir justifier des périodes retenues.
Constats : Le débroussaillage n'a pas été réalisé dans un périmètre de 50 m autour du site. Il est noté que depuis l'autorisation de l'installation du 21 juillet 2021, l'exploitant ne satisfait pas cette prescription. L'exploitant indique qu'il envisage de réaliser cette opération en fin d'année 2022, mais ne peut justifier des périodes retenues. L'exploitant dit vouloir faire intervenir un écologue pour définir la période et indique que le travail de débroussaillage sera externalisé.
<u>Justification à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit réaliser le débroussaillage et justifier la période retenue (écologue).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Conseil écologique (Nouvelle autorisation)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi biodiversité
Prescription contrôlée : Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les mesures d'accompagnement, d'évitement et de réduction mentionnées dans la demande d'autorisation, à savoir notamment : <ul style="list-style-type: none">• A5. Conseil écologique et suivi de l'efficacité des mesures en phase d'exploitation [...]
Constats : L'inspection détaille ci-dessous son constat du suivi par l'exploitant de la biodiversité par mesure d'accompagnement, évitement et réduction (mesures décrites dans l'étude d'incidence) :
Mesure A5 : L'exploitant n'a pas pris conseil d'un écologue pour le suivi de l'efficacité des mesures en phase d'exploitation. L'exploitant indique qu'il va procéder la commande à un écologue prochainement pour établir un plan de suivi et d'efficacité des mesures en phase d'exploitation.
Justifications à produire par l'exploitant : L'exploitant doit justifier de la mise en place effective d'un conseil écologique et du suivi de l'efficacité des mesures en phase d'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Réponse de l'exploitant :